

Coalition SOS-Pronovost

COMMUNIQUÉ

Sauvons notre agriculture

*Saint-Germain-de-Kamouraska, 24 février 2010. C'est sous ce thème de **Sauvons notre agriculture** que la Coalition SOS-Pronovost, un regroupement d'agriculteurs, de consommateurs et de citoyens, accentue sa campagne pour inciter le gouvernement Charest à compléter sans délai la réforme proposée par la Commission Pronovost.*

En plus de faire appel au grand public avec un Profil Facebook <http://www.facebook.com/pages/Sauvons-notre-agriculture/323995629014> la Coalition vient d'adresser une lettre au Premier ministre Jean Charest dans laquelle elle le presse de précéder sans délai à la réforme promise et engagée par le ministre Claude Béchar. Celui-ci a promis pour le printemps qui vient une refonte des lois relatives à la mise en marché des produits agricoles, à la gestion de la zone agricole et à la représentation des agriculteurs, ainsi qu'un énoncé de politique agricole pour les années à venir.

La Coalition s'inquiète de la maladie récente du ministre Béchar, qui a démontré sa volonté et sa capacité de rétablir le leadership du ministère de l'Agriculture dans ce dossier et de négocier la réforme avec les agriculteurs et ses collègues du gouvernement. Mais la Coalition craint surtout que *«la conjoncture politique difficile à laquelle doit faire face le gouvernement n'incite son équipe ministérielle à surseoir à des réformes qui sont susceptibles de provoquer des turbulences supplémentaires puisqu'elles remettent en cause un régime dont les bases remontent au début de la Révolution tranquille »*.

La Coalition constate que les restrictions effectuées dans les assurances agricoles font déjà très mal à beaucoup d'agriculteurs et fait valoir que *«sans ces autres réformes, indispensables pour diversifier et réorienter les agriculteurs vers des productions spécialisées et une mise en marché de proximité, le resserrement des assurances agricoles instauré en décembre dernier risque de condamner un grand nombre d'entre eux à la faillite ou à l'abandon. Si, après avoir resserré les fonds alloués aux agriculteurs, on ne leur fournit pas rapidement les outils et un nouveau cadre pour se réorganiser et se redéployer sur le territoire, on assistera à une débandade de ce qui nous reste d'agriculture indépendante et on compromettra à jamais notre capacité d'assurer chez nous un minimum de souveraineté alimentaire et des conditions acceptables de santé publique et environnementale »*. Pour la Coalition, il est clair que le modèle unique

d'agriculture et le monopole de gestion en place ne permettent plus de répondre aux besoins actuels. *«Si on n'assouplit pas et n'adapte pas les structures actuelles de mise en marché collective, de gestion des usages en zone agricole, de réglementation et de représentation syndicale, notre agriculture ne pourra pas se rentabiliser, se diversifier et se territorialiser en fonction des besoins actuels du marché et du milieu »*, affirme le coordonnateur de la Coalition, Roméo Bouchard.

Si le gouvernement devait surseoir à ces réformes, la Coalition estime que les agriculteurs et les citoyens auraient raison de conclure que le gouvernement, une fois de plus, cherchait simplement à sauver de l'argent plutôt qu'à relancer notre agriculture et améliorer la qualité de notre alimentation, de notre environnement et de notre occupation du territoire.

La Coalition souhaite donc rencontrer le Premier ministre pour *«définir les attentes mutuelles et les meilleures façons de contribuer au succès de cette réforme qui est ni plus ni moins qu'un projet de société pour le Québec de demain »*.

-30-

Information :

Roméo Bouchard, coordonnateur, 418-492-5727, romeobouchard@sympatico.ca
Charles Tanguay, Union des consommateurs, 514-743-0419,
tanguay@consommateur.qc.ca

Benoit Girouard, Union paysanne, 450-495-1910, lamiral.bio@sympatico.ca
Richard Favreau, Avenue Bio de l'Est, 418-736-5947, rfavreau@globetrotter.net